

ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

INTERNATIONALISME

Les Peuples Veulent : une internationale par la base

En juillet 2026, une soixantaine de personnes, militant·es, exilé·es et membres de diasporas de France, de Belgique et de Suisse, se sont retrouvées cinq jours durant au Mas de Granier, ferme de Longo maï dans la plaine de Crau. Entre travail politique, désherbage collectif et orage mémorable, cette troisième rencontre du réseau Les Peuples Veulent a posé les bases d'un espace commun pour penser l'internationalisme par les peuples depuis l'espace francophone.

Les Peuples Veulent¹ est un réseau qui réunit, à travers le monde, des personnes et des lieux engagé·es dans la construction d'une pratique révolutionnaire et internationaliste depuis les territoires et ceux qui les peuplent.

Une initiative née de la Cantine Syrienne

Son histoire commence en 2019, dans le sillage d'une décennie de soulèvements à travers le monde: la Cantine Syrienne, collectif de la banlieue parisienne réunissant des révolutionnaires syrien·nes en exil et des militant·es de différents pays, lance une invitation pour des rencontres internationales. L'objectif, qui n'a cessé de se renforcer depuis: partager combats et expériences de lutte

afin de renforcer nos capacités collectives d'analyse et d'entraide concrète.

D'autres rencontres ont suivi à Montreuil en novembre 2025, à Marseille en 2024 auxquelles se sont joint·es des révolutionnaires de nouvelles géographies. Le réseau s'est peu à peu autonomisé de la Cantine Syrienne, s'est doté d'un manifeste² traduit et publié en plusieurs langues et a développé plusieurs axes de travail: la liaison entre luttes et révolutions comme boussole politique, la construction d'un réseau d'entraide concrète à travers le projet Mujawara (des lieux auto-organisés qui se coordonnent pour soutenir financièrement, matériellement et politiquement les membres du réseau et au-delà) et

la volonté de peser dans la bataille culturelle face au monopole des médias de masse, en diffusant la voix de celles et ceux qui luttent sur le terrain.

Des groupes régionaux se structurent aujourd'hui au sein du réseau: en février 2025, le groupe Asie réunissait déjà à Chiang Mai des collectifs et militant·es venu·es du Kazakhstan à la Chine, ainsi que des diasporas asiatiques d'Europe. C'est dans ce même mouvement qu'un groupe géographique s'est constitué pour l'espace européen francophone dont la troisième rencontre s'est déroulée.

Partager plus qu'un repas

Une vingtaine de personnes font vivre la ferme du Mas de Granier qui accueille aussi quelques personnes en exil, en formation à Arles et qui partagent la vie quotidienne. L'un d'eux a suivi la rencontre avec une curiosité intacte. Chaleureusement invité à y participer, il s'est retrouvé au milieu de diasporas venues de partout, à échanger avec des personnes dont les trajectoires traversaient des continents que lui-même ne peut pour l'instant pas parcourir. Formels ou non, ces moments ont été, pour lui comme pour d'autres du Mas, une manière de rendre un peu plus palpables les luttes et la solidarité internationale qui se construit.

Samedi soir, après deux journées de réunion,

une grande partie de l'assemblée a mis la théorie de côté pour aller participer au désherbage du champs de tomates. Ce grand champ donnera environ trois tonnes de tomates destinées au coulis partagé entre camarades, cantines solidaires marseillaises et aux habitant·es du Mas; une manière très concrète de faire vivre, l'espace d'une soirée, ce que le réseau appelle «entraide matérielle» : nourrir dans le même geste les luttes de demain et les tables d'aujourd'hui en somme.

L'objectif politique: une internationale ancrée dans les luttes existantes

Au-delà de ces moments de vie collective, l'objectif central de la rencontre était de réfléchir au rôle que le réseau Les Peuples Veulent peut jouer localement, à partir des luttes et des collectifs déjà existants et en s'appuyant sur un espace commun. Un travail d'analyse stratégique a été entamé, confrontant les participant·es à des questions complexes (militarisation, guerre, fascisme, révolution) avec un pari au cœur des discussions: l'alliance entre luttes décoloniales au cœur de

nos sociétés et luttes des exilé·es comme centralité pour penser et structurer des modalités d'interventions communes. De nouvelles rencontres sont d'ores et déjà prévues, et plusieurs groupes de travail ont été lancés pour poursuivre ce chantier.

Cette ambition politique se décline en trois missions: construire un espace de liaison transnational entre révolutionnaires de tendances diverses, entre formes de pouvoir populaire émergeant des marges du monde et communautés d'exil et diasporas; construire un réseau d'entraide matérielle via le projet Mujawara; et diffuser une culture révolutionnaire internationaliste. Que ce soit par des rencontres, des festivals, des tournées, des espaces de formation itinérants ou des médias multilingues afin de contrecarrer l'offensive des réseaux réactionnaires et redonner corps à l'expérience des soulèvements des dernières années.

Savoir danser sous la pluie

Le dernier jour, un violent orage a éclaté sur la ferme: coupures d'électricité, d'eau, tentes

à replier en urgence sous la grange, arbres foudroyés tombés en travers de la route n'ont pas réussi à entraver l'enthousiasme des participant·es. Dans l'assemblée, une amie bûcheronne s'est chargée de dégager le passage, pendant que le repas se préparait à l'intérieur, serré mais convivial. La réunion s'est cloturée avec une éclaircie avant de laisser place à un moment festif.

Après le repas, les mains se sont réunies pour danser le Dabke syrien, puis un ami du Mali a initié le groupe au Takamba, avant que chacune et chacun ne partage une musique qui lui parlait. Une manière, à l'image de tout le week-end, de faire tenir ensemble le travail politique le plus exigeant et la chaleur d'une vie collective à dessiner par-delà les frontières plus que nécessaires face aux montées des fascismes de toute part.

Mila & Elisa

1. <https://thepeopleswant.org/fr>
2. Révolutions de notre temps, Manifeste Internationaliste, Zones, 2025

UKRAINE

Rentrée scolaire à Kyiv

Alignée sur la tradition soviétique, la rentrée scolaire en Ukraine a toujours lieu le 1^{er} septembre, à l'heure et dans une ambiance solennelle. Cette année, on avait une raison familiale de passer ces quelques jours dans la métropole. Sortis d'un train bondé, on a découvert une ville en état de choc.

Depuis le début de la guerre, les Kyivien·es s'étaient plus ou moins habitués à ce que la ville soit principalement bombardée la nuit et que la journée soit calme. Mais les Russes ont changé de stratégie. Fin août, tout a basculé: entre le 27 août et le 1^{er} septembre, les sirènes ont retenti 60 fois et l'état d'alerte a duré plus de 12 heures chaque jour. Il n'y avait donc plus aucun moment de détente possible. Tout le monde sait que la ville est pratiquement sans défense face aux missiles balistiques et aux drones à réaction et le nombre de victimes civiles a atteint de nouveaux records. De nombreux entrepôts de biens de consommation et de médicaments avaient déjà été détruits; ces derniers jours, ce sont des stations-service qui sont touchées quotidiennement par des drones.

Les médias occidentaux se plaisent à publier des images de stations de métro pleines de gens cherchant un abri lors des attaques les plus graves. Si c'est un fait avéré, cela occulte le fait que seule une infime minorité quitte son appartement la nuit, ou réagit même aux sirènes pendant la journée. Iels continuent de

vaquer à leurs occupations comme si de rien n'était.

Mon amie Anna m'en a expliqué très simplement les raisons. D'abord, les missiles balistiques sont si rapides que souvent l'alarme ne retentit qu'après l'impact. Quitter son appartement peut donc même augmenter le risque, un missile n'arrivant jamais seul. Et puis, et de loin, il n'y a pas assez d'abris sûrs; Anna précise que les stations de métro peuvent accueillir au maximum 60.000 personnes, et il y a environ 3 millions d'habitant·es à Kyiv. Récemment, onze personnes ont été ensevelies et tuées dans la cave de leur immeuble quand celui-ci a été touché de plein fouet par un missile. Certaines stations de métro, pas assez profondes, n'offrent pas de protection. Alors, quand Anna est réveillée la nuit par les sirènes, elle se retourne dans son lit et essaie de se rendormir. Sinon, elle ne pourrait plus vivre ni travailler à Kyiv.

On faisait figure de novices dans cette situation, et pendant la seconde nuit de notre séjour nous avons suivi, depuis le couloir d'un appartement en centre-ville, les trajectoires et

les impacts d'une vingtaine de missiles. Le site <kontur.systems> montre les différents engins en vol en temps réel, mais ça ne rassure pas pour autant, bien au contraire.

Ce qui est particulièrement pénible pour beaucoup, en cas d'alerte aérienne, le métro ne traverse plus le Dnipro. La métropole est alors coupée en deux, et des centaines de milliers de personnes se retrouvent bloquées sur une rive. Or, les rues de Kyiv, même en temps normal, sont souvent complètement encombrées. Alors un système de covoiturage en ligne s'est spontanément mis en place, car les taxis sont débordés et, en plus, augmentent leurs tarifs sans vergogne. La mairie a enfin réagi. Autant que possible le trafic du métro est maintenu. De plus, différents niveaux d'alerte ont été mis en place: jaune en cas de drone isolé, rouge en cas d'attaque massive de drones ou de missiles.

En discutant avec les ami·es, je suis frappé par leur sérénité face à cette nouvelle situation, même s'iels sont un peu désemparés. Iels s'inquiètent surtout de l'approche de l'hiver, pour leurs proches âgé·es plus que pour eux-mêmes. Comment vont-iels vivre dans des immeubles sans électricité, sans chauffage, sans eau et sans ascenseur qui fonctionne? J'ai l'impression que tout le monde a déjà envisagé au moins une solution de repli. Si besoin, on transformera à nouveau notre auberge de Nijnié Selichtché en hébergement d'urgence.

Ce petit récit ne serait pas complet si je ne racontais pas comment, le matin, après une nuit de bombardements, on se retrouve au

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelesna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tél: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Octobre 2026 - Nr. 362 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

café du coin. Le café est fort et bon, les viennoiseries encore chaudes embaument. Mais les visages accusent le manque de sommeil. Les regards croisent prudemment ceux d'inconnu·es, un soupçon de sourire, et souvent, quelques mots amicaux s'échangent spontanément. Parler d'une communauté de destin n'est pas exagéré ici.

Le *Kyiv International Institute of Sociology* vient de publier un sondage. Même si les infrastructures des grandes villes étaient complètement détruites, à Kyiv par exemple plus de 80 % de la population s'opposerait à tout compromis avec la Russie.

J'ai aussi trouvé passionnantes les discussions avec des connaissances plus versées que moi en matière d'armement et plus au courant de la situation au front. Leur optimisme m'a surpris. Sur certains tronçons du front, l'offensive est revenue du côté ukrainien depuis quelques mois et il semble qu'il y aura encore d'autres «surprises» au cœur même de l'arrière-pays russe dans les mois à venir. Les récents remaniements à la tête de l'armée ont également été très bien accueillis.

Jürgen Kräftner
membre FCE - Ukraine

tations visant les organisations LGBTIQ+, les militant·es et les défenseur·euses des droits humains. Le nombre exact de personnes interpellées reste inconnu, mais il dépasse déjà 160 depuis 1h du matin. Le choix de la date est glaçant: à l'occasion du 46^{ème} anniversaire du coup d'État militaire du 12 septembre, les sites internet et les comptes sur les réseaux sociaux de nombreuses organisations LGBTIQ+, de médias indépendants, de collectifs étudiants, de défenseur·euses des droits humains et de militant·es ont été saisis.

À partir de 1 heure du matin, dans la nuit du 12 au 13 septembre, les opérations se sont étendues à quinze provinces, notamment Ankara, Mersin, Kuşadası, Istanbul et Izmir. Des associations LGBTIQ+, des militant·es, des défenseur·euses indépendant·es des droits humains, ainsi que certains établissements et lieux de travail, ont été pris pour cible. Des domiciles ont été perquisitionnés avant l'aube. Des portes ont été forcées. À Istanbul, même les locaux d'organisations apportant un soutien vital aux personnes vivant avec le VIH ont été investis.

Le ministre de la Justice, Akın Gürlek, a annoncé que les opérations menées à Istanbul, Ankara, Izmir, Aydın et Mersin avaient reçu le nom cynique de «*Ma famille est en sécurité*». Il a déclaré que plus de 160 militant·es avaient été interpellé·es. Une seconde vague de perquisitions s'est ensuite poursuivie à Istanbul.

Soyons parfaitement clair·es: il ne s'agit pas de protéger les familles. Il s'agit d'une campagne coordonnée d'intimidation et de répression dirigée contre les personnes LGBTIQ+, leurs organisations, leurs allié·es et toutes celles et ceux qui défendent les libertés fondamentales. Les opérations sont toujours en cours. Les militant·es attendent dans la peur, sans savoir qui sera la prochaine cible.

Nous appelons de toute urgence les organisations internationales de défense des droits humains, les élu·es, les syndicats, les organisations de la société civile, les journalistes

et toutes les personnes attachées à l'égalité et à la liberté à agir dès maintenant. Prenez publiquement position. Diffusez les informations vérifiées. Interpellez vos représentant·es. Exigez la libération immédiate des personnes détenues et l'arrêt des perquisitions. Le silence ne protégera pas les personnes attaquées. Il ne fera qu'encourager la répression. Soyons solidaires des communautés LGBTIQ+ de Turquie... Avant qu'il ne soit trop tard.

Pinar Selek
Nice,
le 13 septembre 2026

P.S.: Plusieurs déclarations de solidarité et de soutien circulent actuellement. Des rassemblements de solidarité ont eu lieu le 18 septembre dans différentes villes.
Tenez-vous au courant!

TURQUIE

Attaque contre la communauté LGBTIQ+

Le procès de la sociologue franco-turque Pinar Selek a été ajourné pour la huitième fois, le 18 septembre dernier, par un tribunal d'Istanbul. Peu avant, une vague de persécutions contre la communauté LGBTIQ+ avait commencé dans toute la Turquie. La prochaine audience du procès de Pinar Selek aura lieu le 5 février 2027.

Ce procès, auquel a de nouveau assisté une délégation internationale, est clairement une mascarade, un véritable harcèlement à l'encontre de l'accusée, de ses avocats et de ses sympathisant·es. Cela n'a pas empêché Pinar Selek de prendre immédiatement position face à la persécution de la communauté LGBTIQ:

Les ami·es,

Excusez-moi de vous déranger un dimanche mais c'est très urgent: une offensive d'une ampleur inédite au niveau national contre les personnes LGBTIQ+ vient de commencer en Turquie. Dans l'obscurité de l'aube, les autorités turques ont lancé une vague coordonnée de perquisitions et d'arres-



Taner Ceylan, «Spring Time», 2013

La No Name Kitchen à Ceuta

Ces derniers jours, des milliers de personnes sont arrivées à Ceuta à la nage, après avoir accompli une traversée incroyablement éprouvante. Elles arrivent blessées, piquées par des méduses, affamées, assoiffées et en état de choc.

Ce n'est pas une invasion. C'est une quête désespérée d'un avenir.

La No Name Kitchen intervient à Ceuta depuis 2021. Nous connaissons le terrain, nous savons ce qu'il y a sur place et ce qui y manque, et nous savons comment apporter notre aide de manière inclusive, digne et discrète – sans instrumentaliser cette crise ni transformer une tragédie en spectacle.

Nous renforçons notre équipe avec davantage d'activistes sur le terrain et nous avons besoin de fonds pour acheter de la nourriture et des produits de première nécessité (chaussettes, sous-vêtements, chaussures) que nous distribuerons aux plus vulnérables rapidement, efficacement et sans discrimination.

Aidez-nous si vous le pouvez. Sinon, partagez ce message. Vous pouvez également nous contacter pour faire don de vêtements ou pour apporter votre aide sur le terrain.

Vive la liberté de circulation. À bas la violence aux frontières et l'hypocrisie institutionnelle qui externalise les frontières tout en exploitant la main-d'œuvre migrante.

Ça pourrait être n'importe quoi

Ça pourrait être la nouvelle «Marche verte». Ça pourrait être une crise de colère du roi du Maroc parce que l'Espagne est allée acheter du gaz directement à l'Algérie sans payer son «péage» à Rabat. Ça pourrait être que la finale de la Coupe du monde 2030 se tiendra à Madrid, ou peut-

être est-ce parce que l'Espagne accorde la nationalité aux descendant·es des Sahraouis. Ça pourrait être les jérémiades de Netanyahu parce que l'Espagne condamne son génocide. Cela pourrait être la colère de Trump parce que l'Espagne ne consacre pas assez d'argent à l'OTAN, ou parce qu'elle refuse de laisser ses avions faire le plein avant d'aller bombardier l'Iran. Ça pourrait être la politique «*extrémiste, marxiste-communiste, bolivarienne*» de l'Espagne, à l'origine de flux migratoires sans précédent.

Ça pourrait être l'arrêt de la Cour suprême qui a transformé des milliers d'enfants marocains en commentateurs juridiques des décisions rendues dans d'autres pays. Ça pourrait aussi être le fait que plus d'un demi-million de personnes déjà présentes en Espagne viennent d'entamer une procédure de régularisation, et que cette rumeur, cet espoir, ce «*s'iels y sont arrivé·es, moi aussi je peux y arriver*», se propage comme une traînée de poudre.

Il est même probable que des mafias cruelles et sadiques jettent des gens à la mer sans le moindre scrupule, tirant profit du désespoir d'autrui.

Tout cela est possible. Et honnêtement, peu importe, car tout cela explique la situation – mais rien de tout cela ne la résout.

Ce qui compte, aujourd'hui plus que jamais, comme toujours, c'est notre capa-

cité – ou notre incapacité – à faire preuve d'empathie face à la souffrance d'autrui. En 2025, les chiffres officiels faisaient état de cinquante morts sur les côtes de Ceuta. Est-ce que cela a fait la une de CNN? De la BBC, peut-être?

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est pas un épisode isolé: c'est l'explosion d'un phénomène qui couvait depuis longtemps. Le désir des gens de rechercher une vie meilleure n'est pas né cette semaine, et aucune décision, aucune clôture, aucune barrière flottante ne l'arrêtera. Tous ceux qui lisent ces lignes savent, au fond d'eux-mêmes, que s'iels étaient nés au Maroc – non pas dans une famille aisée proche du pouvoir, mais avec la peau foncée, les poches vides et les dents cassées –, iels chercheraient désespérément à partir. Nous le savons tous et toutes, même s'il est plus confortable de débattre des gazoducs et de la criminalité.

Nous sommes à Ceuta depuis 2021, dans la rue, à nous battre jour après jour. À créer des espaces sûrs là où il n'y en avait pas auparavant. À comprendre, simplement en étant là, pourquoi quelqu'un·e est capable de se jeter à la mer sur un canot pneumatique percé, en tenant la main de sa fille – une fille qui ne sait même pas nager. Pas besoin d'être un analyste géopolitique pour le comprendre. Nous ne le sommes pas, et nous ne prétendons pas l'être – nous n'avons ni le temps ni l'énergie pour cela. Ce que nous avons, c'est la force de continuer à panser les blessures, de faire des câlins, de distribuer des repas chauds, des vêtements chauds, de l'eau potable et un espace digne où les gens peuvent partager ce qui leur est arrivé et être accompagnés lorsqu'ils dénoncent les abus dont ils continuent d'être victimes. Toute personne qui tente de migrer contre vents et marées – celle qui pleure à son arrivée comme celle qui sourit à la caméra en faisant le signe de la victoire – est héroïque. Point barre.

Mohammed ne nous arrêtera pas. Pas plus que Donald, Benjamin, Abascal, «PerroSánchez» ou qui que ce soit d'autre. Tant que des personnes continueront à porter en elles des blessures ouvertes et la peur, nous continuerons d'être là.

Ce dont nous avons besoin, c'est de moyens concrets: un soutien pour couvrir les frais de nourriture, de vêtements, de chaussures, de chaussettes, de sous-vêtements, de premiers secours, ainsi que ceux liés au logement, à l'entrepôt, aux camions, au carburant, aux avocat·es et aux psychologues.

Voici la campagne
<donorbox.org>.

L'équipe de la No Name Kitchen*



Yto Barrada, de la série Flea Market, 2028-2023

* Le Forum Civique Européen soutient la No Name Kitchen depuis de nombreuses années. Pour plus d'informations, vous pouvez nous écrire à l'adresse [ch\(chetz\)forumcivique.org](mailto:ch(chetz)forumcivique.org)

La révolution des flamants roses

Le 18 septembre dernier, cela faisait 110 jours, sans pause, que des milliers d'Albanais·es, et notamment des jeunes, protestaient dans les rues de Tirana. Cette mobilisation contre un méga-projet touristique, qui a rapidement pris le nom de *«Révolution des flamants roses»*, fragilise désormais le régime du «socialiste» Edi Rama. Pour suivre l'évolution de cette contestation, nous vous recommandons la lecture du *Courrier des Balkans*¹: *«En Albanie, avec la révolution des flamants roses, le peuple refuse d'être réduit à une position de vassalité»*².

Pour pleinement saisir les enjeux liés à la mobilisation contre le projet de complexe touristique mégalomane de Jared Kushner et Ivanka Trump sur l'île Albanaise de Sazan et la lagune de Zvërnec, un retour historique s'impose. Voici l'analyse de Fatos Lubonja.

Retour historique

Dans les années 1920, le futur roi Zog 1er est déjà premier ministre en Albanie lorsque le fascisme prend le pouvoir en Italie. La force politique de Zog repose sur sa milice de 200 hommes, et lui-même est issu de familles de propriétaires terriens sous l'Empire ottoman. Un jour, Zog, chef d'une faction en lutte pour le pouvoir, demande au gouvernement italien de financer sa milice et lui propose, en échange, de céder des hectares de forêt en sa possession à la compagnie nationale de chemin de fer italien, s'engageant, une fois au pouvoir, à mener des politiques favorables au royaume d'Italie. La proposition est acceptée.

Parallèlement à cette transaction privée, des accords de commerce et de navigation sont conclus entre les deux gouvernements en 1923. Zog devient président de la République deux ans plus tard, avant la signature d'un pacte militaire secret, suivi d'un pacte d'amitié et de sécurité en 1926 avec l'Italie. L'Albanie devient, sous le règne du roi Zog [1928-1939], une semi-colonie italienne jusqu'à son occupation par Rome.

Cet événement est fondateur des relations entre un petit pays, ses dirigeants, et les puissances ou empires étrangers. De longue

date, le destin de l'Albanie et du peuple albanais a été déterminé par la vassalité et par une position périphérique. La vassalité signifiait que les dirigeants locaux tiraient leur légitimité des services rendus au centre de l'empire. Sous l'Empire Ottoman, cela consistait à fournir des soldats. La position périphérique, elle, se traduisait par le fait que le centre lui permettait de gouverner selon ses propres règles, fermant les yeux sur ses errements et le blocage des réformes parfois progressistes.

Ce paradigme s'est perpétué avec l'Italie, puis l'URSS, la Chine, et, depuis la chute du communisme, l'empire occidental. Le projet d'hôtel de luxe mené par Jared Kushner incarne la version actualisée de ce paradigme, et s'articule avec le positionnement du Premier ministre albanais Edi Rama. Ce dernier agit comme un médiateur dans son propre pays au profit de quatre facteurs: l'harmonisation des intérêts des oligarques et de ceux du crime organisé, lequel est devenu au cours des deux dernières décennies le principal investisseur dans l'économie albanaise; le pouvoir des médias, dans lequel ces deux derniers ont largement investi; enfin, et peut-être surtout, ceux que les Albanais·es appellent leurs «partenaires stratégiques», les États-Unis et l'Union européenne, nouvel empire de référence pour Tirana.

Convaincu qu'elle est son assurance-vie politique, le Premier ministre albanais n'a jamais cessé d'investir dans la communauté internationale occidentale. Quelques mois avant l'arrivée au pouvoir de Trump, Edi Rama, pourtant très proche des démocrates

américains, a ainsi pris des mesures pour établir des relations amicales avec le candidat républicain. Il monte à bord du yacht de Jared Kushner et promet de lui donner un morceau d'Albanie, une démarche identique à celle consistant à offrir à Giorgia Meloni un terrain pour la construction d'un camp de demandeur·euses d'asile, tout comme, on l'a vu, le roi Zog avait jadis livré sa forêt aux Italiens.

Cette vente de l'Albanie aux enchères satisfait les intérêts, non seulement du gendre de Trump mais également ceux du crime organisé et des oligarques albanais·es qui contrôlent d'influents médias du pays et auxquels le gouvernement a accordé le statut d'investisseurs stratégiques.

Ainsi, l'État leur prête-t-il main-forte pour construire des complexes résidentiels et touristiques sur d'autres côtes albanaises, rendant l'accès à la mer toujours plus impossible aux Albanais·es. Cette exclusion décomplexée explique la colère de l'opinion. Elle ne vise pas seulement le projet de Jared Kushner mais plus largement le destin d'une Albanie bâtie par ce système criminel, qui après avoir écarté la population albanaise de la prise de décision, la spolie quotidiennement des espaces publics et des biens communs, au point que l'absence de perspectives produit et amplifie son émigration de masse. On comprend mieux les slogans les plus forts de la contestation: *«L'Albanie n'est pas à vendre»*, *«Boycottons les médias»*, *«Nous voulons une nouvelle Albanie»*. En somme, avec ce soulèvement que l'on appelle déjà *«la révolution des flamants roses»*³, le peuple albanais refuse d'être réduit à une position de vassalité.

Un effet imprévu du projet de Kushner est d'avoir rendu contre-productif l'objectif d'Edi Rama de servir l'empire pour renforcer le soutien du centre à son égard. Le soulèvement albanais a jeté une lumière crue sur la façon dont sont gérés dans l'empire occidental la protection de l'environnement, le contrôle des décisions par une infime minorité et les conséquences des politiques intérieures et étrangères extrêmement irritantes de Trump. Cela étant, le problème du paradigme État vassal- empire persiste pour les Albanais·es qui espèrent vivre un jour dans une Albanie membre de l'UE et où régnerait l'État de droit, mais qui peinent à se faire entendre par les instances européennes.

Tout se passe aujourd'hui comme si l'engagement sincère des pays occidentaux, au début des années 1990, à contribuer à la construction de la démocratie et de l'État de droit dans des pays tels que l'Albanie s'était progressivement transformé en une politique considérant ces pays comme de simples ressources économiques et géostratégiques. Dans ce contexte, la tentation peut être grande pour les dirigeants occidentaux de désormais soutenir tacitement des régimes autoritaires, à tout le moins de détourner le regard sur leur exercice abusif du pouvoir, dès lors qu'ils proposent des dérivatifs utiles (traitement des demandeur·euses d'asile) ou des lubies pharaoniques (projet Kushner). Avec cette révolution des flamants roses, le peuple albanais, et notamment sa jeunesse, a lancé un mouvement civique inédit. Espérons que les Européen·es sauront soute-

Extrait de l'article de Katerina Sula publié le 3 juin par le *Courrier des Balkans*

Tout commence le 23 mai 2026 par une scène saisissante sur les rives de l'Adriatique. Des habitant·es de Zvërnec et de Nartë, rejoint·es par des activistes environnementaux, se rassemblent devant un imposant grillage surmonté de barbelés qui leur bloque l'accès à la plage publique de Pishë-Poro. Cette zone, classée paysage protégé – avec la lagune de Narta, ses dunes rares, ses flamants roses et ses tortues marines – est brusquement transformée en chantier privé. Face aux citoyen·nes se tient un cordon de police chargé de protéger les engins de chantier et les intérêts des investisseurs.

Des images choquantes de gardes privés agressant et traînant des manifestant·es circulent rapidement sur les réseaux sociaux, suscitant une vive indignation. (...) Cette journée marque le début d'un mouvement qui dépasse rapidement le cadre local pour devenir une mobilisation nationale.

Un autre élément alimente les interrogations. Malgré la communication entourant l'implication de la famille Trump-Kushner, ni Jared Kushner, ni Ivanka Trump, ni leur société Affinity Partners ne figurent officiellement dans les documents d'enregistrement du projet. Sur le papier, celui-ci est porté par la société Zvërnec South Adriatic Development (ZSAD), détenue via une structure offshore enregistrée aux Pays-Bas, dont les bénéficiaires réels demeurent largement opaques.

nir ses objectifs: abandon du projet de Kushner, démission d'un gouvernement corrompu, et refondation de sa démocratie.

Fatos Lubonja*

* Fatos Lubonja, écrivain et journaliste, est un ancien dissident qui a été emprisonné pendant les années de dictature.

1. <courrierdesbalkans.fr>.

2. Article publié le 30 juin dernier par le *Courrier des Balkans*.

3. Les flamants roses sont particulièrement présents dans la lagune de Zvërnec.



Illustration Odeth pour CQFD, Juillet 2026

HAUT-PARLEUR

Lettre ouverte à Monsieur le Directeur de l'agence Frontex

Texte rédigé suite à la parution du guide *«Mon guide sur le retour»* édité par l'agence Frontex et destiné aux enfants expulsés avec leurs parents, juillet 2026.

Le cynisme parfois le dispute à l'abject, et l'on assiste, impuissant·es, à notre faillite morale collective. Les derniers textes européens en matière d'asile et de migration marquent un tournant et font vaciller le socle de nos États de droit, dont nous pensions, imprudemment, qu'ils étaient éternels. L'histoire nous avait démontré le contraire, mais justement, l'histoire était là et nous l'avons crue garde-fou...

Force est de constater que des digues, de plus en plus nombreuses, sautent.

Celle du droit, avec un amoindrissement de la protection des plus fragiles, les étranger·es. Mais les étranger·es n'ont jamais été que la population sur laquelle tester l'acceptation des reculs des droits. Lorsque le droit d'asile ou le droit de la migration sont affaiblis, ce sont nos droits qui sont fragilisés, ne l'oublions jamais.

Celle des mots, avec des discours qui retournent la réalité mais sont pourtant placés au même niveau que les analyses portées par des travaux scientifiques de longue haleine. Nous l'avons vu sur les droits humains, sur le climat...

Dans cette perte de sens toutefois, un sujet semblait encore faire l'unanimité: la protection des enfants et de leurs droits. Il y a fort à faire, l'actualité récente l'a montré et a entraîné une mobilisation citoyenne puissante. Et puis le guide édité par Frontex pour expliquer l'expulsion aux enfants est paru, intitulé *«Mon guide sur le retour»*...

Dans ce guide, l'expulsion devient un démé-

nagement, et par là, une aventure. Les couleurs comme les dessins sont joyeux. Sans doute les doit-on à l'IA...

«Au fur et à mesure de ce voyage, tu rencontreras différents adultes. Leur travail consiste à vous aider toi et ta famille.» Il est important de revenir aux mots.

Aider: verbe transitif direct Appuyer (qqn) en apportant son aide. Assister, seconder, secourir, soulager, soutenir. (Source: Le Robert)

Il y a plusieurs années, nous recevions un petit garçon d'environ 5 ans avec sa maman. Elle avait été déboutée du droit d'asile. Cet enfant dessinait inlassablement la même chose sur toutes les feuilles mises à sa disposition: une maison avec une fenêtre et un toit cassés, un vase brisé à terre avec des fleurs et au-dessus, de gros nuages. De son pays quitté très jeune, il ne parlait jamais. Ils avaient fui la guerre. Le père, disait son épouse, avait vu ses parents égorgés devant lui et depuis il n'était plus le même. Dans sa culture, on ne devait pas parler des morts, alors il n'avait rien dit.

Nous imaginons ce guide remis à cet enfant, au centre de rétention ou avant de monter dans l'avion du retour. Nous avons mal.

Mais poursuivons, ce n'est que le début...

S'ensuit un encadré important portant sur les droits de l'enfant:

«Tout comme les adultes, les enfants et les adolescent·es ont des droits. Tes droits te donnent les clés nécessaires pour survivre et évoluer, pour te protéger des violences et des discriminations...»

Les enfants ont des droits, qui sont rappelés dans une convention internationale. Que sont des droits, a fortiori ceux des enfants, lorsque celles et ceux qui en sont les garant·es s'en affranchissent?

Nous revient un autre enfant, né en France de parents étrangers en situation irrégulière. Sa maman était la semaine dernière dans nos bureaux. Elle nous expliquait qu'elle avait fui un mariage forcé et un mari violent, que sa famille ne le lui pardonnait pas. La naissance de son fils, hors mariage, était devenu un nouveau sujet de menaces. L'enfant était considéré comme une malédiction et jugé responsable de la mort de sa tante.

Cet enfant a des droits. Lui permettront-ils de survivre lorsqu'il sera arrivé dans le «pays d'origine» de sa mère? Qui le protégera des violences? Qui garantira sa survie?

En-dessous du paragraphe rappelant à l'enfant qu'il a des droits, l'image d'un père, de son fils, et d'un policier. Viennent ensuite la liste des droits contenus dans la Convention internationale sur les droits de l'enfant, dans une belle iconographie arc-en-ciel.

Cynisme donc et abjection.

Vient ensuite la déclinaison des étapes du retour, évoquées dans le langage naïf d'un mauvais album pour enfant avec à la fin de chaque partie cet encadré de pseudo ressources rappelant à l'enfant qu'il est important d'exprimer son ressenti à une personne en qui il a confiance, que cela peut *«lui faire du bien»*.

Développement personnel et charter, cynisme et abjection.

Après l'annonce, le fichage expliqué aux enfants: prise de photo, prise d'empreinte *«si tu es plus âgé»*. Rappelons ici que l'âge minimal de relevé des empreintes digitales est désormais fixé à 6 ans.

Annonce, fichage, enfermement potentiel.

La France a été condamnée 11 fois pour avoir enfermé des enfants dans des centres de rétention, traitement considéré comme inhumain et dégradant, et par là contraire à l'article 3 de la CESDH.

Mais le guide réussit à présenter cette étape presque comme une colonie de vacances:

«*Avant que toi et ta famille ne rentriez dans votre pays d'origine, vous devrez peut-être rester dans un bâtiment avec d'autres familles qui attendent de voyager...*» L'expulsion est donc un voyage comme un autre... L'illustration montre des enfants jouant au ballon, d'autres faisant de la balançoire avec leurs parents assis sur un banc qui les regardent.

Quel centre de rétention ressemble à un jardin d'enfants???

Cynisme et abjection.

Puis vient le moment du départ, et le livret devient cahier de vacances... Le trajet jusqu'à l'avion se fera avec des accompagnateur/trices, et l'enfant peut essayer de deviner la couleur de leur gilet qui viendra égayer l'uniforme.

La suite de ce livret, nous pourrions la donner à nos enfants avant leur premier voyage en avion: la grande valise en soute et le bagage à mains, les jouets ou les livres que l'on peut conserver avec soi. De vraies vacances! Enfin l'avenir...

Avec une nouvelle maison (ou peut-être pas mais cela le guide ne le dit pas), une nouvelle école (ou peut-être pas mais cela le guide ne le dit pas) et un nouvel enseignant ou une nouvelle enseignante, qui sera «peut-

être» gentil·le. Que vient donc faire ce peut-être dans un paysage si idyllique? Et enfin, cette ultime outrance: «*La nouveauté est toujours excitante. N'ai pas peur de découvrir de nouvelles choses. (...) Tu pourras te faire de nouveaux amis sympathiques et découvrir de nouveaux bonbons!*»

Cynisme et abjection.

En quatrième de couverture, Frontex propose à celles et ceux qui ont des commentaires de les adresser à l'adresse mail indiquée.

Après la lecture de ce guide, nous avons hésité un court instant entre le dégoût, la résignation et la colère. Dans un moment historique où nous assistons à un nivellement de la pensée et à la rupture des digues morales et juridiques qui ont fondé la construction européenne, nous ne pouvons nous résigner. Aussi, pour l'histoire, afin de témoigner qu'en Europe des citoyennes et des citoyens ont refusé le cynisme et l'abjection, nous vous adressons ce courrier.

Veuillez recevoir, Monsieur le Directeur, l'expression de notre considération.

Passerelles buissonnières*

* Les 256 premières signatures à ce jour sont consultables sur le site de Passerelles buissonnières <https://www.passerellesbuissonnier.org> et si vous souhaitez signer la lettre ouverte, adressez un mail à plaidoyer@passerellesbuissonnier.org

sence chez moi, le Ministère public jurassien m'a quand même accusée d'incitation au séjour illégal d'un étranger.»

Caroline a heureusement été acquittée le 8 juillet 2025. Elle a néanmoins lancé cette pétition, car elle ne voulait pas baisser les bras: «*En effet, chaque année en Suisse, des centaines de personnes sont condamnées, surtout des immigré·es qui viennent en aide à des proches ou à des connaissances et qui ne peuvent pas se défendre aussi facilement que moi.*»

Un acte de courage

Après l'introduction, Ruth Dreifuss prend la parole: «*Celles et ceux qui décident, parce que leur conscience l'exige, de ne pas obéir à la loi, acceptent le risque d'être punis! La désobéissance civile, non violente, est toujours un acte de courage, digne d'admiration. L'État, confronté à ces initiatives individuelles ou collectives, rechigne cependant à reconnaître le dilemme moral qui conduit à ces actes, quitte à réhabiliter des décennies plus tard celles et ceux qu'il a condamné·es.*»

Elle évoque Paul Grüninger, commandant de police de Saint-Gall, et la militante communiste Aimée Stitelmann, de Genève: toutes deux ont sauvé des Juif·ves de l'extermination pendant la Seconde Guerre mondiale, toutes deux ont été condamnées et n'ont été réhabilitées que des décennies plus tard. Dreifuss évoque «*Les 800 volontaires suisses qui ont servi la République espagnole attaquée par les troupes rebelles du Général Franco ont été, à leur retour en Suisse, condamnés à des peines de prison, et ce qui les a particulièrement mortifiés, à la privation de leurs droits démocratiques. (...) Ce n'est qu'au printemps 2009 que les Suisses engagés dans la défense de la République espagnole ont été réhabilités par le Parlement. (...) Il faudra attendre la session d'été 2026 pour que le Parlement suisse réhabilite également les Suisses qui ont combattu au sein des résistances française et italienne.*»

L'oratrice aborde ensuite la situation actuelle: «*Et il y a toujours des êtres de bonne volonté qui se sentent obligés d'aider celles et ceux qui sont en butte à des décisions inhumaines de l'État. Héberger un·e migrant·e clandestin·e, qui après un périple pendant lequel iel a subi toutes sortes de violence, espérait avoir enfin trouvé un havre sûr, organiser la sortie de Suisse d'une personne pour éviter son refoulement vers le pays où elle risque des mauvais traitements, voire la torture ou la mort, aller en Italie rechercher un·e migrant·e renvoyé·e de Suisse, parce qu'iel y vit dans la rue, sans les soins dont iel a un urgent besoin, comme l'a fait Anni Lanz², voici seulement quelques exemples plus proche de nous.*»

Devrons-nous attendre passivement que se manifeste, après des décennies, le remord officiel de criminaliser les délits de solidarité, les délits d'humanité? Non, il importe de reconnaître maintenant l'«état de nécessité», selon les termes du tribunal qui a réhabilité Paul Grüninger.»

La solidarité comme valeur fondamentale

Lisa Mazzone, présidente des Verts suisses, souligne au micro: «*La solidarité ne peut être un crime, même quand elle s'exerce vis-à-vis d'une personne issue de la migration. Ce délit et ce que la loi en Suisse exprime, c'est*

SUISSE

Supprimer le «délit de solidarité»

Le 15 septembre, une chaîne humaine a remis au Parlement à Berne une pétition demandant la suppression du «délit de solidarité», signée par plus de 11.200 personnes et soutenue par le Forum Civique Européen. Cette pétition demande que l'article 116 de la loi sur les étranger·es et l'intégration (LEI) soit modifié de manière à ce que les personnes agissant pour des raisons humanitaires ne soient pas poursuivies pour «aide au séjour illégal d'un·e étranger·e».

Pour souligner cette revendication, une conférence avait eu lieu auparavant, avec l'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss comme invitée d'honneur.

À ses côtés, divers représentant·es du monde politique, de l'Église et d'organisations de défense des droits humains ont pris la parole. Depuis 2008, le fait d'«aider un étranger en situation irrégulière» est passible de poursuites, même lorsque l'on agit par solidarité avec des réfugié·es ou des migrant·es, c'est-à-dire sans en tirer de profit personnel. Cette infraction est passible d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an; les personnes agissant en groupe sont passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à quatre ans d'emprisonnement.

Chaque année, plusieurs centaines de personnes sont condamnées pour ce motif. La pétition en appelle à la raison et à l'humanité des parlementaires afin qu'ils annulent ce durcissement. Elle a été lancée début 2026 par le Mouvement jurassien de soutien aux sans-papiers et aux migrant·es (MJSSP), dont la présidente, Caroline Meijers, avait

elle-même été mise en examen¹. Campax, le Forum Civique Européen, Solidarité sans Frontières, le Cercle des amis de Cornelius Koch et de nombreuses autres organisations se sont ensuite joint·es à la campagne.

Des policiers chez moi

Devant une soixantaine de personnes réunies au Centre d'Accueil Paroissial de l'Église française de Berne, Caroline Meijers raconte ce qu'elle a vécu en tant que personne directement concernée: «*Tout a commencé en février 2025, quand, un matin tôt, j'ai reçu la visite de deux policiers qui cherchaient un jeune Syrien chez moi. Un troisième agent attendait dans la voiture en cas de problèmes, probablement une personne avec des gros bras. Mais comme j'ai offert avec un sourire un café à mes deux visiteurs, sachant qu'ils n'étaient pas personnellement responsables de cette visite, ils sont allés informer leur collègue qu'il pouvait partir. Mais il s'agissait quand même d'une perquisition et, bien que les agents n'aient pas trouvé le Syrien en question, ni rien qui pouvait indiquer sa pré-*

la criminalisation de la migration, c'est la déshumanisation de personnes issues de la migration. Ce que ce délit produit, c'est un démantèlement de la solidarité comme valeur fondamentale qui peut tenir la société ensemble.» Lisa avait déjà déposé en 2018 une motion au Parlement visant à abolir cette infraction, après que le pasteur Norbert Valley eut été poursuivi dans le canton de Neuchâtel pour avoir hébergé un demandeur d'asile débouté. En 2020, le Parlement a rejeté cette initiative, ce qui renforce d'autant plus le soutien de Lisa à la pétition actuelle.

Alicia Giraudel, responsable des questions d'asile chez Amnesty International Suisse, déplore que la Suisse bafoue le droit international: «Le rapporteur spécial de l'ONU sur les défenseur·euses des droits humains a expressément souligné que les personnes qui s'engagent en faveur des droits des réfugié·es et des migrant·es sont également des défenseuses des droits humains. (...) Les États ne doivent pas se contenter de tolérer ces activités. Ils doivent protéger activement les défenseur·euses des droits humains.»

Le cœur de la vocation chrétienne

Esther Straub, présidente du Conseil de l'Église évangélique du canton de Zurich, raconte les expériences vécues au sein de son Église: «Notre Église est directement concernée par l'article 116 de la loi sur les étranger·es et l'intégration, car nos collaborateur·trices et nos membres s'engagent en faveur des réfugié·es et des migrant·es.» Elle retrace l'histoire depuis le passé, avec Gertrud Kurz, qui venait en aide aux réfugié·es, et le pasteur Paul Vogt, qui s'occupait de réfugié·es

pendant la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à nos jours, en passant par l'abbé Cornelius Koch et son action en faveur des réfugié·es chilien·nes en 1973/74. À la fin des années 1990, l'aumônier de prison Patrice de Mestral avait été condamné à une amende de 6000 francs suisses. Il avait conduit à l'hôpital un détenu en attente d'expulsion qui était malade, puis l'avait hébergé. La pasteur Varena Mühlethaler a fait l'objet d'une plainte pénale en 2022. Elle avait accordé l'asile ecclésiastique avec l'accord des autorités ecclésiastiques locales.

David Zaugg, chargé des affaires publiques et des questions migratoires au sein de l'Église évangélique réformée de Suisse (EKS), explique pourquoi son institution soutient la pétition: «Premièrement, la loi

rate son objectif. L'article 116 vise à lutter contre les réseaux de passeurs. Or, en 2023, 648 personnes ont été condamnées au titre de l'infraction de base, contre à peine 28 au titre de la disposition visant le trafic de migrants à but lucratif et en bande organisée. La loi touche donc principalement des personnes qui n'agissent ni dans un but lucratif ni au sein d'une bande. (...)

Deuxièmement: l'insécurité juridique est paralysante. Une paroisse a-t-elle le droit d'héberger un·e demandeur·euse d'asile débouté·e pendant quelques semaines? Une diacre sociale a-t-elle le droit de lui donner de l'argent? (...) Presque personne ne peut répondre avec certitude. (...) Troisièmement: la solution est à portée de main. Le droit de Schengen, qui s'applique également à la Suisse, autorise expressément à exempter l'aide humanitaire de toute sanction; le Parlement européen et les Nations unies le recommandent.»

À la fin de la conférence, un message de bienvenue de Beat Grögli, évêque catholique de Saint-Gall, est lu: (...) «Aider nos semblables en situation de détresse est au cœur même de notre vocation de chrétien·ne. Assumons nos responsabilités. Ne les rejetons pas hypocritement sur les pays situés aux frontières de l'Europe. Cherchons ensemble des solutions qui respectent la dignité de chaque être humain.»

Après une discussion animée et intéressante avec le public et un repas pris en commun, nous nous rendons devant le Parlement pour remettre la pétition. Le fait que des personnes issues d'horizons très divers s'engagent pour la même cause est un signe fort. Cela a également permis de rallier les médias et de toucher un large public.

Michael Rössler
membre du FCE - Suisse



De gauche à droite: Esther Straub du Conseil de l'Église évangélique à Zurich, l'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss, Caroline Meijers du MJSSP et Claude Braun du FCE. Photo: Vinzenz Schwab.

KIOSQUE

Enquête sur les enfants victimes des pesticides

Le livre coup de poing écrit par des journalistes de Basta!* Sophie Chapelle et Nolwenn Weiler. Voilà 20 ans que Sophie et Nolwenn arpentent les champs pour Basta! à l'écoute du monde agricole. Au fil des rencontres et des enquêtes, elles prennent la mesure des dangers des pesticides sur notre santé.

Dès 2020, elles se penchent sur le sujet des cancers pédiatriques et documentent leurs liens avec l'exposition aux pesticides. Le début d'un travail d'alerte pour la protection de la santé des enfants qui aboutit aujourd'hui à la parution de ce livre.

Pesticides Kids, sort en librairie vendredi 18 septembre. Ce livre-enquête de 160 pages rassemble les témoignages de victimes et les connaissances scientifiques sur le sujet.

Le mot des autrices

«Nous avons voulu enquêter sur cette contamination insidieuse du corps des enfants par les pesticides, à l'heure où la France est la première utilisatrice de ces produits en Europe en volume (plus de 65.000 tonnes par an), et parmi les cinq premiers pays utilisateurs de l'UE en quantité à l'hectare.

Avec ce livre, nous entendons contribuer à rendre visible le sujet de la santé sacrifiée des enfants par l'usage massif de pesticides. Et concourir à sortir du déni politique qui s'installe jusqu'au plus haut sommet de l'État.»

Pour acheter votre exemplaire (15 euros), privilégiez les librairies indépendantes ou commandez-le en ligne dès aujourd'hui aux éditions Nouriturfu <nouriturfu.com>.

* Article complet sur <basta.media>

1. Voir Archipel N° 345: Axl Van der Beke: «Délit de solidarité dans le Jura» et Archipel N° 350: M. Rössler: «Acquittement pour action solidaire».

2. Cette militante bâloise des droits humains, alors âgée de 74 ans, a été condamnée en 2020 à une amende de 800 francs et a dû prendre en charge des frais de justice s'élevant à 1400 francs.